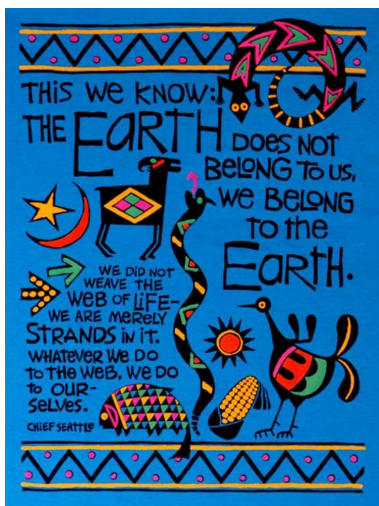


<https://larcenciel.be/spip.php?article895>



Moment de vérité en Amazonie

- PORTES ET FENÊTRES - • PEUPLES ET COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES -



Date de mise en ligne : lundi 21 décembre 2020

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Sommaire

- [SARAYAKU, EL PUEBLO DEL MEDIO DIA](#)
- [La soirée-conférence avec José Gualinga](#)
- [LA MENACE](#)
[Comment protéger efficacement nos forêts sans renforcer les pressions commerciales sur la terre ?](#)
- [Et le REDD+ ? \[3\]](#)
- [Sarayaku se lance avec la Casa Nicaragua !](#)
- [Le Kawsak Sacha](#)

La rencontre avec José Gualinga ce mardi soir à Liège (18 décembre 2016) a mis en évidence un phénomène qui va prendre de l'ampleur : les peuples autochtones comme celui de Sarayaku, qui, selon ce que j'ai cru comprendre, représentent environ 3 % de la population mondiale, et qui sont menacés dans leur survie quasi partout, sont de fait les gestionnaires de 80 % de la biodiversité sur la planète.

C'est dire si leur existence - leur survie devrait-on dire - est essentielle pour l'avenir de notre planète, et donc pour notre avenir à tous.

Quand je dis "ils gèrent", il faut que je précise et que je nuance.

– Précision : ils sont seuls à même de gérer la forêt et sa biodiversité parce qu'ils sont les seuls à ne pas avoir perdu la connaissance qui est au coeur d'une relation intime et sacrée avec la nature, les plantes et les animaux.

– Nuance : ils ont les moyens de gérer, et essaient de le faire, tant qu'on ne leur met pas de bâtons dans les roues. Et dieu sait s'il y a des empêcheurs de tout acabit, et pas seulement les multinationales pétrolières.

En effet, dans le cadre des négociations internationales visant à réduire les émissions de CO2 et à lutter contre le réchauffement climatique, la gestion des espaces forestiers de la planète risque de se faire aux dépens des populations qui y vivent. Que la COP 21 puisse détruire les espoirs, c'est bien un paradoxe que j'ai découvert ce soir-là et qu'il faudra expliquer (voir plus loin).

Il est donc urgent de donner aux peuples autochtones comme celui de Sarayaku des moyens d'agir à la hauteur de l'enjeu : garantir le maintien de leur présence sur leur territoire.

C'est ce que la Région wallonne a compris en aidant les projets "Forêt vivante" dont nous parlent la Casa Nicaragua.

SARAYAKU, EL PUEBLO DEL MEDIO DIA

https://larcenciel.be/sites/larcenciel.be/local/cache-vignettes/L393xH345/le_projet_sarayaku_cle88c211-64573.jpg

Un document de la Casa Nicaragua (www.casanica.org)

La soirée-conférence avec José Gualinga

Moment de vérité en Amazonie

Le peuple de Sarayaku (Equateur) est connu mondialement pour sa lutte et sa persévérance pour la défense de la nature. Ce sont des irréductibles Amazoniens qui luttent depuis plus de 30 ans contre les compagnies pétrolières qui menacent leur territoire. Ils ont réussi en 2003 à chasser de leur terre une compagnie pétrolière et en 2012, à gagner un procès contre l'État équatorien pour violation de leur droits collectifs et humains.

Face aux appétits pour le pétrole présent dans son espace de vie, le Peuple autochtone de Sarayaku ne cède à aucune intimidation.

Son secret ? Une perspicacité rare, mêlant sens du sacré et sens du réel, ainsi qu'un fonctionnement démocratique radical : chacun-e participe librement aux délibérations et à la lutte, qui est permanente...

Pour Sarayaku, cette lutte s'inscrit dans la durée, avec panache : création d'une ceinture d'arbres à fleurs, qui sera visible du ciel sur des dizaines de kilomètres (« Frontière de Vie ») ; proposition à l'ONU d'un statut innovant pour les aires protégées (« Forêt Vivante »).

Depuis le cœur de l'Amazonie, Sarayaku se tient prêt pour les moments de vérités présents et à venir. Rencontrer ce peuple, c'est rencontrer un allié, indomptable et éclairant.

LA MENACE

Comment protéger efficacement nos forêts sans renforcer les pressions commerciales sur la terre ?

Dans le cadre des négociations internationales visant à réduire les émissions de CO2 et à lutter contre le réchauffement climatique, la gestion des espaces forestiers de la planète se trouve souvent au cœur des débats.

La création de « puits carbone » n'incite-t-elle pas les investisseurs privés et les industries polluantes des pays industrialisés à « s'approprier » d'une façon ou d'une autre d'immenses étendues de forêts dans les pays du Sud, aux dépens des populations qui y vivent ?

Les forêts, dans le cadre du MDP (Mécanisme de Développement Propre) [\[1\]](#) ou sur les marchés volontaires, peuvent donc être utilisées pour compenser les émissions de gaz à effet de serre et créer des crédits échangeables sur les marchés carbone.

En plus de n'apporter aucun avantage réel dans la lutte contre le réchauffement climatique, les projets de puits carbone peuvent nuire à la conservation de la biodiversité. En effet, il est particulièrement tentant pour les pays industrialisés ou leurs industries d'investir dans des projets de reforestation au Sud qui se résumeraient en réalité à la plantation à bas coûts, sur de grandes surfaces, d'arbres à potentiel élevé de séquestration. Ces projets ne sont d'aucune utilité en termes de protection de la biodiversité ou de résilience des écosystèmes.

Par ailleurs, ces projets de reforestation nécessitent pour les investisseurs d'acquérir des droits sur les surfaces à reboiser. Les terres sur lesquelles des plantations sont établies dans ce cadre sont donc le plus souvent des terres sujettes à des conflits de propriété non résolus, ou des terres sur lesquels s'exerçaient des droits coutumiers non reconnus par le droit positif. L'établissement de projets de reforestation dans le cadre du MDP **favorise donc directement l'exclusion des populations paysannes qui cultivaient les terres avant l'investissement, et la négation de leurs droits formels ou coutumiers.**

« La préservation de l'Amazonie devient réellement un business. [...] On monétise la forêt. Or, d'un point de vue éthique, on ne peut la réduire à un simple problème marchand ».

Les risques de privatisation de la forêt amazonienne sont d'autant plus importants qu'à terme, le but est bien de

permettre aux propriétaires de « forêts préservées » d'obtenir des permis d'émissions carbone monnayables sur les marchés internationaux des crédits carbone.

Aujourd'hui, l'Incra (l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire au Brésil) [2] annonce que 5,5 millions d'hectares d'Amazonie sont déjà la propriété d'étrangers. Et la possibilité d'obtenir, à terme, des crédits carbonés échangeables pour chaque hectare de forêt protégé augmente encore les pressions commerciales sur cette zone. Ana Paulina Aguiar Soares¹², interrogée par Jacques Denis, déclare que « *le crédit carbone revient à privatiser la forêt au profit des entreprises internationales. Sous couvert de protection de l'environnement, celles-ci deviennent propriétaires de parcelles. Que va-t-il se passer pour les habitants, les associations, les coopératives ?* »

Cette nouvelle combinaison, dans laquelle l'Etat négocie des crédits carbone à l'étranger auprès d'entreprises qui peuvent obtenir ainsi des droits à polluer introduit donc un bénéficiaire nouveau, entreprise privée la plupart du temps, qui bénéficie de la nouvelle rente ainsi créée, et doit faire respecter la politique de protection dont l'Etat se dédouane pour protéger cette rente.

VOIR AUSSI

https://www.rtb.be/info/dossier/cop21-les-negociations-climatiques-de-paris/detail_cop21-en-amazonie-un-marche-du-carbone-florissant?id=9152882

1/12/2015

ET

<http://information.tv5monde.com/info/perou-en-amazonie-un-marche-du-carbone-florissant-61224>

7/12/2015

Et le REDD+ ? [3]

Avec ses millions d'hectares de forêt amazonienne, le Pérou est un des pays pilotes du mécanisme de financement de la lutte contre la déforestation (REDD+[Voir la déclaration du Durban sur le REDD signée par des activistes et plus de 70 ONG internationales dont Les Amis de la Terre et Attac, " contre la privatisation et le pillage de la nature"]). Des multinationales comme Disney ou Microsoft se sont déjà lancées dans ce marché en achetant des crédits-carbone en Amazonie. De plus en plus d'entreprises nationales font également ce choix.

C'est en 2008, pour lutter contre le réchauffement climatique qu'est imaginé dans le cadre de mécanisme post-Kyoto le programme REDD. Un moyen, selon ses promoteurs, de baisser la pollution atmosphérique en permettant à des entreprises ou à des Etats de compenser leurs émissions de CO₂ en investissant dans des projets de protection de la forêt ou de reboisement.

En mars 2013, Walt Disney a ainsi acheté 3,5 millions de dollars de crédits-carbone en Amazonie, équivalant à 437 000 tonnes de CO₂. " La compagnie a payé les crédits sept fois plus que leur valeur sur le marché " se félicite le gouvernement péruvien sur le site du Ministère de l'Environnement.

Mais ce qui inquiète le plus au Pérou, ce sont les répercussions sur le droit des populations indigènes. Alberto Pizango, l'ex-président de l'AIDASEP – association interethnique de développement de l'Amazonie - compare l'engouement du REDD et de ses crédits-carbone à la fièvre du caoutchouc au début du XX^{ème} siècle et dénonce la " piraterie du carbone ".

Il y voit une nouvelle pression sur le territoire alors que 75% de l'Amazonie péruvienne est déjà sous concession pétrolière ou gazière. Des concessions qui empiètent sur des zones d'une immense biodiversité où vivent des communautés indigènes. " Il y a un problème juridique, le droit sur le carbone se superpose au droit international, national et aux droits des populations indigènes. [...] On assiste à une forme de dépossession territoriale" . Les organisations autochtones ont publié un document intitulé " REDD+ Indigène " pour définir leurs propres règles. Un programme de lutte contre la déforestation qui serait strictement déconnecté du marché du carbone.

http://www.agter.org/bdf/es/corpus_chemin/fiche-chemin-23.html#ref:11

Sarayaku se lance avec la Casa Nicaragua !

https://larcenciel.be/sites/larcenciel.be/local/cache-vignettes/L315xH391/logo_casa-cf1ef.png

Logo de la Casa Nica

Logo de la Casa Nicaragua

C'est un combat d'Indiens contre des Géants du pétrole : depuis des décennies, le Peuple autochtone Kichwa de Sarayaku se bat contre l'exploitation pétrolière des sous-sols de son territoire. Il lutte pour la préservation de sa forêt, un lieu de vie qui permet la vie, une forêt vivante. Il a déjà remporté plusieurs batailles comme celle face à la Cour interaméricaine des Droits de l'homme qui condamna l'État équatorien et le força à respecter les droits des populations autochtones. Mais les menaces d'exploitation de leur territoire ainsi que des territoires voisins sont toujours bien présentes...

La Casa Nica est depuis 30 ans un lieu où se rencontrent et s'écoulent des activistes du monde entier. Invités par des associations amies telles qu'Identité Américaine indienne, Amnesty international ou Frontière de vie, elle a eu le plaisir d'accueillir plusieurs membres du Peuple Kichwa de Sarayaku, luttant farouchement pour la préservation de leur territoire, de leur culture, de leurs savoirs, de leur vie quotidienne au cœur de la forêt amazonienne.

Des liens se sont tissés et renforcés. Une membre de la Casa a fini par se rendre sur place, tout simplement pour faire connaissance. Une fois puis deux, pour la fête de la Uyantza. C'est là que l'idée a surgi avec l'association des femmes de Sarayaku, [Kuriñampi, d'organiser une tournée de femmes en Belgique](#). Une idée qui est devenue réalité par l'action collective, une « minga » comme on dirait là-bas, de 14 associations wallonnes, fin octobre 2015.

Puis tout s'enclenche très vite... surgit un appel à projets de la Région wallonne dans le cadre de la Solidarité climatique de l'[Agence wallonne pour l'Air et le Climat](#)(AwAC), et c'est parti !

Un projet de coopération Sarayaku-Casa Nica-Wallonie, intitulé localement Sumak Allpa, Plan de vie, voit le jour...

Conservation durable du territoire du Peuple Sarayaku, Amazonie équatorienne, et renforcement de ses plans de gestion et d'administration.

Le Peuple Originaire Kichwa de Sarayaku est situé en Équateur, dans la province amazonienne de Pastaza. La superficie totale de son territoire est d'environ 135.000 hectares dont 95% sont recouverts de forêts primaires qui constituent un écosystème riche en biodiversité et en ressources naturelles. Ce type de territoire, qui représente un important puits carbone, joue un rôle central dans la stabilisation du climat de la planète.

Face aux menaces, Sarayaku a lancé des actions de grandes ampleurs pour protéger son territoire et travaille

constamment sur des stratégies pour la conservation durable de son territoire et le renforcement de ses plans de gestion et d'administration.

L'un d'elle, la Frontière de Vie, le Sisa Ñambi, est un chemin de fleurs démarré il y a plus de 10 ans. De vastes cercles d'arbres à fleurs géants sont plantés sur tout le pourtour du territoire, soit sur plus de 300 km. En grandissant, ils deviendront visibles du ciel et marqueront la présence des hommes et des femmes immergés dans cette forêt et leur volonté de la préserver.

[Los Descendientes del Jaguar d'Eriberto Gualinga](#)

(à voir sur Youtube, sous-titré seulement en espagnol)

Un autre enjeu important de la lutte de Sarayaku est de faire reconnaître l'autorité et les droits de ses habitants sur l'administration de son territoire selon un concept innovant d'aire protégée : le Kawsak Sacha ou Forêt vivante.

Les priorités du Peuple Sarayaku et de son conseil de gouvernement, le Tayjasaruta, sont toutes liées à la protection du territoire et des droits collectifs des populations autochtones, au renforcement et à la valorisation de la culture, à la protection et à la conservation des ressources naturelles, à la valorisation du modèle d'éducation, de la science et de la médecine traditionnels kichwas. C'est dans cette optique qu'interviennent notre collaboration et notre appui, centrés sur 3 aspects.

Le Kawsak Sacha

La protection durable de l'environnement et du mode de vie de Sarayaku : proposer et promouvoir la création d'une aire naturelle protégée novatrice qui englobe les droits et les visions des populations qui y vivent, renforce et reconnaît leur rôle dans sa gestion et son administration.

Dans de nombreuses régions du monde, particulièrement importantes pour l'équilibre climatique et environnemental, des Peuples autochtones résistent face aux menaces que représente l'exploitation de leurs territoires, amenant la misère, la violence, la perte d'identité, l'immigration au sein de leur communauté et la destruction de l'environnement.

Dans de nombreuses aires protégées uniquement par des normes environnementales minimisées et vulnérables sont développées des stratégies de déplacement et de discrédit des peuples originaires, dévalorisant jusqu'à leur philosophie de vie. Le mythe de grands espaces vides et opulents pousse les décideurs à promouvoir des politiques de colonisation et des projets d'exploitation non tenables.

Les pressions sont fortes pour les convaincre que leur mode de vie est caduc et qu'il est temps pour eux de se convertir en femmes et hommes « modernes et civilisés », participant à l'enrichissement de leur pays. Ces peuples, et nous !, sommes cependant convaincus que leur participation réelle au développement de la nation et au bien-être commun tient précisément dans la préservation de la richesse et de la diversité naturelle et culturelle qu'offrent ces forêts et ses habitants. De leur initiative surgissent des modèles alternatifs propres à leur pensée et à leur mode de vie.

Le projet propose de renforcer cette définition en y apportant de nouveaux concepts issus de la culture et de la philosophie kichwas de « Forêt vivante » qui incorporent des dimensions supplémentaires dans la protection de ces espaces. Il veut trouver les instruments qui permettraient au Peuple de Sarayaku d'exercer pleinement son droit à conserver ses espaces de vie. Il veut promouvoir le rôle des populations indigènes dans les préceptes qui régulent les systèmes des aires naturelles protégées. Les forêts vivantes protégées et préservées sous leur administration doivent être considérées comme libres de toute exploitation et industrie qui atteindraient à leur vie. Dans le cadre de la lutte pour la réduction des émissions de GES et la préservation des puits carbone, il devient également impératif de soumettre ces thèmes à la communauté internationale.

Post-scriptum :

PS. Je reçois ce 21 octobre l'appel d'urgence <http://www.appel-urgence-foret-surui.com/> à SIGNER : "250.000 Ha de Forêt amazonienne en grave

péril.

Donc au Brésil aussi, ça urge...

[1] Qu'est-ce que le Mécanisme de Développement Propre (MDP) ?

Dans les pays industrialisés où le matériel utilisé dans l'industrie est globalement de bonne qualité, il est relativement difficile de réduire ses émissions de GES en rénovant et en améliorant les installations. Ainsi, pour permettre à ces pays industrialisés de respecter leur quota, on leur donne la possibilité d'investir dans des projets (appelés projets MDP) visant à réduire les émissions de GES dans les pays en voie de développement. En échange, ces pays riches obtiennent des crédits-carbone qui correspondent à une monnaie négociée en unités d'équivalent CO2 (plus précisément, ce sont des CER pour Certified Emission Reduction ou encore UREC pour Unités de Réductions d'Emissions Certifiées) qui leur permettront de remplir leurs propres objectifs ou même de vendre ces crédits sur le marché.
(Extrait d'un article ["Marché carbone, une usine à gaz ?"](http://www.agter.org/bdf/es/corpus_chemin/fiche-chemin-23.html#iref:11)/index91e3.html ?page_id=470)

[2] http://www.agter.org/bdf/es/corpus_chemin/fiche-chemin-23.html#iref:11

[3] Voir la déclaration du Durban sur le REDD signée par des activistes et plus de 70 ONG internationales dont Les Amis de la Terre et Attac, "contre la privatisation et le pillage de la nature"